

*Questions orales*

**M. MacGuigan:** Madame le Président, non, je n'en ai pas parlé jusqu'ici avec le gouvernement mexicain. J'espère avoir la chance de rencontrer le ministre des Affaires étrangères du Mexique bientôt, mais je dois dire que je n'ai pas l'intention pour le moment d'essayer d'intervenir avec ce pays auprès des Américains à ce sujet.

\* \* \*

**L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE****LA POLITIQUE D'ACHAT DES INSTITUTIONS FÉDÉRALES**

**M. Lloyd R. Crouse (South Shore):** Madame le Président, j'ai une question à poser au ministre chargé de l'Expansion économique régionale. En son absence, et compte tenu de ce que le vice-premier ministre a dit aujourd'hui, je ne sais si c'est à lui qu'elle s'adresse, puisqu'il est chargé de distribuer tout l'argent destiné à la Nouvelle-Écosse, ou au ministre suppléant du MEER, le ministre des Travaux Publics. Comme elle concerne ce dernier, j'imagine que c'est à lui qu'elle doit aller.

En raison du communiqué publié récemment par le ministre de l'Expansion économique régionale, selon lequel les acheteurs et organismes d'État de la région atlantique s'approvisionnent à l'extérieur de cette région pour 9 p. 100 de leurs commandes, en moyenne, alors que des produits régionaux semblables existent à des prix égaux ou inférieurs, j'aimerais demander au ministre quelles mesures il va prendre pour encourager les divers organes de l'État fédéral, qui ont d'importants quotas d'achat, à se procurer chez les fabricants du Canada atlantique les produits utilisés dans la région?

**L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics):** Madame le Président, je me ferai un plaisir de prendre note de l'observation du député et de la communiquer non seulement au ministre de l'Expansion Économique Régionale mais aux autres ministres qui interviennent dans cette région.

**M. Crouse:** Madame le Président, j'ai une brève question supplémentaire à poser puisque le ministre peut fort bien être lui-même en mesure de faire quelque chose à ce sujet. Comme l'enquête du MEER a constaté que 10 p. 100 des achats de l'État s'effectuent chez des fabricants régionaux, et qu'une autre tranche de 10 p. 100 aurait pu être obtenue à la même source à un prix inférieur à celui qui est effectivement versé, j'aimerais lui demander pourquoi nos produits locaux, vendus moins cher que leurs concurrents de l'extérieur, n'ont pas été achetés; et, à titre de suggestion au ministre et à tout le gouvernement, ce dernier va-t-il envisager de se procurer à l'avenir ces produits au prix les plus avantageux soumissionné, ou bien les appels d'offres sont-ils passés de mode au gouvernement?

**M. Cosgrove:** Madame le Président, comme je n'ai pas été prévenu de la question je le répète, j'ai dit que je la transmettrais au ministre. Je suppose qu'il veut parler du ministre de

l'Expansion économique régionale à propos des achats. Ne connaissant pas les prix dont il s'agit, il va falloir, j'imagine, que je saisisse le ministre.

\* \* \*

**LES PÊCHERIES****LE DÉPÔT ET LE RENVOI AU COMITÉ DU BUDGET PRINCIPAL DES DÉPENSES**

**Mlle Coline Campbell (South West Nova):** Madame le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. A titre de président du comité permanent des pêches et des forêts, je sais que certains membres du comité souhaitent vivement commencer les audiences au sujet des pêches sur les côtes de l'Atlantique et du Pacifique. Le président du Conseil du Trésor peut-il dire à la Chambre quand le budget principal des dépenses sera déposé à la Chambre, afin que le comité puisse obtenir un mandat pour entreprendre ses audiences?

**L'hon. Donald J. Johnston (président du Conseil du Trésor):** Madame le Président, je suis heureux de signaler à la Chambre que j'espère déposer le budget principal des dépenses le 25 février, soit mercredi prochain.

● (1500)

**Mme le Président:** Je me vois dans l'obligation de prolonger la période des questions d'environ dix minutes pour compenser le temps qui a été perdu en rires et railleries. C'était souvent assez drôle et je ne vois pas d'inconvénient à ce que cela se produise de temps en temps, mais je trouve qu'il faut toutefois qu'un nombre suffisant de députés puissent poser des questions tous les jours.

\* \* \*

**LA FONCTION PUBLIQUE****LA NOMINATION DE ROBERT TITLEY À UN POSTE AU SEIN DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS**

**M. Les Benjamin (Regina-Ouest):** Madame le Président, je voudrais interroger le ministre des Transports qui joue parfois du piano dans son bureau et n'est pas très au courant de ce qui se passe dans son ministère. Le ministre peut-il confirmer qu'un certain Robert Titley, cadre de la société des autobus Voyageur vient de se voir proposer le poste de directeur du développement des services ferroviaires voyageurs au ministère des Transports ou même qu'il a été officiellement nommé.

**L'hon. Jean-Luc Pepin (ministre des Transports):** Madame le Président, oui je le sais. La personne en question a été reçue à un concours de la Commission de la Fonction publique. Il y avait sept ou huit autres candidats, mais c'est lui qui a réussi. Ainsi va la vie.

Je m'étonne de voir que le député trouve à redire au fait qu'une personne ayant travaillé dans le domaine du camionnage puisse s'intéresser aussi aux transports ferroviaires. Je suis d'autant plus étonné qu'à ma connaissance mon collègue est partisan des transports multi-modaux. La meilleure preuve c'est qu'il s'est fait l'avocat de la construction d'une gare multi-modale à Regina.